

Brochure n° 3005-II

Convention collective nationale

IDCC : 1702. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome II : Ouvriers)

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

AVENANT DU 19 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
AU 1^{ER} JANVIER 2008
(ALSACE)

NOR : *ASET0850387M*

IDCC : *2614, 1702*

Entre :

La fédération régionale des travaux publics d'Alsace,

D'une part, et

L'union régionale construction et bois CFDT Alsace ;

La fédération régionale Alsace FO ;

L'union régionale d'Alsace de la CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

Article 1^{er}

En application des dispositions du chapitre VIII.1 du titre VIII de la convention collective nationale des ouvriers des travaux publics du 15 décembre 1992, étendue par arrêté ministériel du 27 mai 1993, le montant des indemnités professionnelles qui constituent l'indemnisation des petits déplacements est fixé comme suit, à compter du 1^{er} janvier 2008, pour les ouvriers non sédentaires occupés par les entreprises de travaux publics du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

Conformément à l'article 7.1.9 de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006, les valeurs suivantes, relatives aux repas et transports, s'appliquent aux ETAM non sédentaires à compter du 1^{er} janvier 2008.

1. Indemnité de repas : 9,50 €.
2. Indemnités de frais de trajet :
 - zone 1 : 2,10 € ;
 - zone 2 : 2,75 € ;
 - zone 3 : 3,78 € ;
 - zone 4 : 5,18 € ;
 - zone 5 : 6,33 € ;
 - zone 6 (≥ 50 km) : 7,57 €.
3. Indemnités de frais de transport :
 - zone 1 : 2,23 € ;
 - zone 2 : 2,97 € ;
 - zone 3 : 4,03 € ;
 - zone 4 : 5,50 € ;
 - zone 5 : 6,65 € ;
 - zone 6 (≥ 50 km) : 8,00 €.

Article 2

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail. Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes de Strasbourg (industrie).

Article 3

Extension de l'accord (recommandation)

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

Article 4

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer, conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Strasbourg, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)